

b) des prestations d'un douzième de 1 976 heures de travail à temps partiel sont comptées pour un mois entier de calendrier, toute fraction d'heure étant négligée;

c) les services effectifs qui n'ont pas débuté le premier jour du mois ou qui ont pris fin avant le dernier jour du mois sont négligés.

Art. 19. Dans l'article 29, alinéa 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 13 avril 1997, les mots "du 20 mai 1997" sont insérés entre les mots "loi" et "rayant".

Art. 20. A l'article 40 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 13 avril 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1, les mots " de la loi" sont remplacés par les mots "des articles 2 et 12 de la loi du 20 mai 1997";

2° dans l'alinéa 2, les mots "du 20 mai 1997" sont insérés entre les mots "loi" et "rayant".

Art. 21. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 21 octobre 1968 relatif au statut des attachés au service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation, modifié par les arrêtés royaux des 4 juillet 1974, 12 avril 1977, 20 novembre 1998 et 16 mars 2001;

2° l'arrêté royal du 30 mai 1970 relatif au statut des greffiers de l'Ordre judiciaire, du personnel des greffes des Cours et tribunaux et du personnel des parquets, modifié par les arrêtés royaux des 16 octobre 1975, 8 décembre 1981, 22 octobre 1992, 20 novembre 1998 et 16 mars 2001.

Art. 22. Notre Ministre de l'Emploi, Notre Ministre du Budget et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 juillet 2003.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre du Budget,
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

b) worden prestaties van een twaalfde van 1 976 uren deeltijdse arbeid geteld voor één volle kalendermaand, waarbij elk uurgedeelte wordt verwaarloosd;

c) worden de werkelijke diensten die niet de eerste dag van de maand begonnen zijn of die vóór de laatste dag van de maand beëindigd zijn verwaarloosd.

Art. 19. In artikel 29, tweede lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 13 april 1997, worden de woorden "van 20 mei 1997" ingevoegd tussen de woorden "wet" en de woorden "tot schrapping".

Art. 20. In artikel 40 van hetzelfde koninklijk besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 13 april 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden "van de wet" vervangen door de woorden "van de artikelen 2 en 12 van de wet van 20 mei 1997";

2° in het tweede lid, worden de woorden "van 20 mei 1997" ingevoegd tussen de woorden "wet" en de woorden "tot schrapping".

Art. 21. Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 21 oktober 1968 betreffende het statuut van de attachés in de dienst voor documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 juli 1975, 12 april 1977, 20 november 1998 en 16 maart 2001;

2° het koninklijk besluit van 30 mei 1970 betreffende het statuut van de griffiers der Rechterlijke Orde, van het personeel der griffies van hoven en rechtbanken en van het personeel der parketten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 oktober 1975, 8 december 1981, 22 oktober 1992, 20 november 1998 en 16 maart 2001.

Art. 22. Onze Minister van Werkgelegenheid, Onze Minister van Begroting en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 juli 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Begroting,
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2003 — 3272

[C — 2003/03390]

12 AOUT 2003. — Arrêté royal instituant des comités de personnel au sein du Service public fédéral Finances

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté qui vous est soumis vise à permettre la création de comités de personnel chargés de l'application des dispositions statutaires au sein du Service public fédéral Finances.

En effet, par arrêté ministériel du 18 décembre 2002, le personnel du Ministère des Finances, à l'exclusion de celui de l'Administration des Pensions et de l'Administration du Budget et du Contrôle des dépenses, a été transféré à la cellule provisoire créée auprès du Service public fédéral Finances.

En conséquence, le Comité de direction a, depuis le 1^{er} janvier 2003, repris les compétences du Conseil de direction en ce qui concerne plus ou moins 30 000 membres du personnel.

Il convient dès lors de permettre une déconcentration des compétences du Comité de direction en matière d'application des dispositions statutaires.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

N. 2003 — 3272

[C — 2003/03390]

12 AUGUSTUS 2003. — Koninklijk besluit tot oprichting van personeelscomités bij de Federale Overheidsdienst Financiën

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van besluit dat U wordt voorgelegd, beoogt de oprichting mogelijk te maken van personeelscomités belast met de toepassing van de statutaire bepalingen bij de Federale Overheidsdienst Financiën.

Bij ministerieel besluit van 18 december 2002 werd immers, met uitsluiting van het personeel van de Administratie der pensioenen en de Administratie van de begroting en de controle op de uitgaven, op 1 januari 2003 het personeel van het Ministerie van Financiën overgedragen naar de voorlopige cel opgericht bij de Federale Overheidsdienst Financiën.

Hieruit volgt dat vanaf 1 januari 2003 het Directiecomité de bevoegdheden overnam van de Directieraad met betrekking tot ongeveer 30 000 personeelsleden.

Derhalve past het een deconcentratie mogelijk te maken van de bevoegdheden van het Directiecomité inzake de toepassing van de statutaire bepalingen.

En effet, l'absence d'une telle réglementation risque de conduire à une paralysie du fonctionnement du Comité de direction. Cette paralysie aura, à brève échéance, pour conséquence un retard dans le traitement des dossiers et donc des répercussions, y compris financières, à la fois concernant la carrière des agents (nominations, fonctions supérieures...) et concernant le bon fonctionnement du service qui sera inévitablement affecté.

Le présent arrêté permet au Comité de direction de créer des comités de personnel en fonction des besoins et de la taille des nouveaux services et de leur déléguer une partie de ses attributions.

Le Comité de direction qui a le pouvoir de créer les comités de personnel a bien évidemment le pouvoir d'en déterminer le ressort et la composition.

Pour la fixation du ressort, le Comité de direction pourra tenir compte de la masse des entités et/ou services pour lesquels il instaure un comité de personnel. Ainsi, les comités suivants peuvent être créés :

- le Comité de personnel de l'entité « Impôts et recouvrement »;
- le Comité de personnel de l'entité « Documentation patrimoniale »;
- le Comité de personnel de l'entité « Trésorerie ».

La composition des comités de personnel devra refléter la même philosophie que la composition du Comité de direction. Chaque comité de personnel doit ainsi comprendre le titulaire de la fonction de management -1 compétent en fonction du ressort du comité instauré, qui préside, le (les) titulaire(s) de fonctions de management -2 compétent(s) en fonction du ressort du comité instauré et un membre délégué du titulaire de la fonction d'encadrement -1 chargé de « Personnel et Organisation ».

Le membre délégué du titulaire de la fonction d'encadrement -1 chargé de « Personnel et Organisation » assure l'unité de la jurisprudence des décisions des comités de personnel.

En ce qui concerne les compétences des comités de personnel, celles-ci couvrent les matières suivantes relevant de la compétence du Comité de direction et pour lesquelles, aucune délégation, dans les règles statutaires actuelles, n'est prévue :

- procédures disciplinaires, quelle que soit la gravité des faits;
- promotion par avancement de grade,
- promotion par avancement barémique, nomination par changement de grade;
- cumul d'activités professionnelles;
- désignations pour l'exercice d'une fonction supérieure.

Il s'impose, de réserver au Comité de direction la connaissance des cas d'application indispensables au fonctionnement harmonieux du service public fédéral. Il y a donc lieu de ne pas déconcentrer la compétence du Comité de direction à l'égard des agents d'un rang supérieur à l'actuel rang 10.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
De Votre Majesté,
Le très respectueux
Et très fidèle serviteur,
Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

AVIS 35.630/2 DE LA SECTION
DE LEGISLATION DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 24 juin 2003, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas cinq jours, sur un projet d'arrêté royal « instituant des comités de personnel au sein du Service public fédéral Finances », a donné le 26 juin l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires. Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996 et

Het gebrek aan een dergelijke reglementering dreigt immers de werking van het Directiecomité te verlammen. Deze verlamming zal, op korte termijn, een vertraging in de behandeling van de dossiers tot gevolg hebben en bijgevolg een weerslag, inclusief een financiële, op zowel de loopbaan van de personeelsleden (benoemingen, hogere functies...) als op de goede werking van de dienst die onvermijdelijk zal worden aangetast.

Dit besluit verschafft het Directiecomité de mogelijkheid personeelscomités op te richten in functie van de noden en de omvang van de nieuwe diensten en hen een deel van zijn bevoegdheden te delegeren.

Het Directiecomité dat de bevoegdheid heeft de personeelscomités op te richten, kan er natuurlijk ook de bevoegdheden en de samenstelling van bepalen.

Voor de vaststelling van het bevoegdheidsdomein zal het Directiecomité rekening kunnen houden met het geheel van entiteiten en/of diensten voor dewelke het een personeelscomité opricht. Aldus kunnen volgende comités worden opgericht :

- het Personeelscomité van de entiteit « Belastingen en Invordering »;
- het Personeelscomité van de entiteit « Patrimoniumdocumentatie »;
- het Personeelscomité van de entiteit « Thesaurie ».

Bij de samenstelling van de personeelscomités zal dezelfde filosofie moeten worden gehanteerd als bij de samenstelling van het Directiecomité. Elk personeelscomité moet aldus samengesteld zijn uit de houder van de managementfunctie -1 bevoegd voor de administraties en/of diensten waarvoor het desbetreffende comité wordt opgericht, die voorziet, de houder(s) van de managementfuncties -2 bevoegd voor de administraties en/of diensten waarvoor het desbetreffende comité wordt opgericht, en een lid afgevaardigd door de houder van de staffunctie -1 belast met « Personeel en Organisatie ».

Een lid afgevaardigd door de houder van de staffunctie -1, belast met « Personeel en Organisatie » verzekert de eenheid van rechtsspraak van de beslissingen van de personeelscomités.

Wat de bevoegdheden van de personeelscomités betreft, omvatten deze volgende materies die tot de bevoegdheid behoren van het Directiecomité en waarvoor in de huidige statutaire bepalingen geen enkele delegatie is voorzien

- tuchtprocedures, ongeacht de ernst van de feiten;
- bevordering door verhoging in graad,
- bevordering door verhoging in weddenschaal, benoeming door verandering van graad;
- cumulaties van beroepsactiviteiten;
- aanwijzingen tot een hoger ambt.

Het is noodzakelijk de kennisname van de toepassingsgevallen die onontbeerlijk zijn voor een harmonieuze werking van de federale overheidsdienst voor te behouden voor het Directiecomité. Vandaar dat het nodig is de bevoegdheid van het Directiecomité niet te deconcentreren ten overstaan van de personeelsleden van een rang hoger dan de huidige rang 10.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
Van Uwe Majesteit,
De zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

ADVIES 35.630/2 VAN DE AFDELING
WETGEVING VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 24 juni 2003 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot oprichting van personeelscomités bij de Federale Overheidsdienst Financiën », heeft op 26 juni 2003 het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is. Overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996

modifié par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes : « (l'urgence est motivée)... door de omstandigheid dat om te vermijden dat de werking van het Directiecomité van de Federale Overheidsdienst Financiën weldra wordt verlamd door een overvloed aan dossiers, die omwille van hun aard kunnen worden gedelegeerd, aan dit college ten spoedigste de mogelijkheid dient te worden geboden om een deel van zijn statutaire bevoegdheden te delegeren aan op te richten personeelscomités ».

Le Conseil d'Etat, section de législation, se limite, conformément à l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, à examiner le fondement juridique, la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que l'accomplissement des formalités prescrites.

Sur ces trois points, le projet rappelle les observations qui suivent.

Un arrêté qui crée un service au sein d'un ministère n'a pas de caractère réglementaire, à moins qu'il ne contienne des dispositions concernant les droits statutaires des fonctionnaires ou ne crée des droits ou des obligations pour les tiers.

Un arrêté qui se borne à déterminer quels sont les agents qui seront investis d'une délégation de signature ou de compétence en matière de personnel n'a pas de caractère réglementaire. Il ne modifie pas les règles de droit matériel applicables à l'activité des pouvoirs publics concernés, pas plus qu'il ne touche à la situation juridique des agents ou des justiciables intéressés.

En conséquence, un arrêté qui autorise la création de « comités de personnel » et qui permet de déléguer à ces comités certaines attributions du Comité de direction en matière de personnel n'a pas davantage de caractère réglementaire.

Il en résulte que le projet n'a pas de caractère réglementaire au sens de l'article 3 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

La chambre était composée de MM. :

P. Quertainmont, conseiller d'Etat, président,

J. Jaumotte, conseiller d'Etat.

Mmes :

M. Baguet, conseiller d'Etat;

A.-C. Van Geersdaele, greffier assumé

Le rapport a été présenté par M.A. Lefebvre, auditeur. La note de coordination a été rédigée par M. Y. Chauffoureaux, référendaire adjoint.

Le greffier,
A.-C. Van Geersdaele.

Le président,
P. Quertainmont.

12 AOÛT 2003. — Arrêté royal instituant des comités de personnel au sein du Service public fédéral Finances

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment les articles 6, 79 et 116;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat, notamment les articles 23, 26, 27 et 67;

Vu l'arrêté royal n° 46 du 10 juin 1982 relatif aux cumuls d'activités professionnelles dans certains services publics;

Vu l'arrêté royal du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 7 novembre 2000 portant création et composition des organes communs à chaque service public fédéral, notamment les articles 4 et 5;

Vu l'arrêté du 19 juillet 2001 portant diverses dispositions concernant la mise en place des services publics fédéraux et des services publics fédéraux de programmation, notamment l'article 9;

en gewijzigd bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief aldus : « ... dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de omstandigheid dat om te vermijden dat de werking van het Directiecomité van de Federale Overheidsdienst Financiën weldra wordt verlamd door een overvloed aan dossiers, die omwille van hun aard kunnen worden gedelegeerd, aan dit college ten spoedigste de mogelijkheid dient te worden geboden om een deel van zijn statutaire bevoegdheden te delegeren aan op te richten personeelscomités, ».

De Raad van State, afdeling Wetgeving, beperkt zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, tot het onderzoek van de rechtsgrond, van de bevoegdheid van de steller van de handeling en van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Een besluit waarbij binnen een ministerie een dienst wordt opgericht, heeft geen verordenende waarde, tenzij het bepalingen bevat die betrekking hebben op de rechtspositionele rechten van de ambtenaren of rechten of verplichtingen voor derden doet ontstaan.

Een besluit waarbij alleen wordt bepaald aan welke ambtenaren ondertekeningsvolmacht of delegatie van bevoegdheid inzake het personeel verleend wordt, heeft geen verordenende waarde. Het wijzigt niet de materiële rechtsregels die van toepassing zijn op de activiteit van de betrokken overheden, zoals het ook niet raakt aan de juridische situatie van de betrokken ambtenaren of rechtsonderhorigen.

Bijgevolg heeft een besluit dat het mogelijk maakt « personeelscomités » op te richten en aan deze comités bepaalde bevoegdheden van het Directiecomité inzake het personeel te delegeren, evenmin verordenende waarde.

Hieruit volgt dat het ontwerp geen reglementair besluit is in de zin van artikel 3 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

De kamer was samengesteld uit de heren :

P. Quertainmont, staatsraad, voorzitter,

J. Jaumotte, staatsraad.

Mevrn. :

M. Baguet, staatsraad;

A.-C. Van Geersdaele, toegevoegd griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H.A. Lefebvre, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de heer Y. Chauffoureaux, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J. Jaumotte

De griffier,
A.-C. Van Geersdaele.

De voorzitter,
P. Quertainmont.

12 AUGUSTUS 2003. — Koninklijk besluit tot oprichting van personeelscomités bij de Federale Overheidsdienst Financiën

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, inzonderheid op de artikelen 6, 79 en 116;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel, inzonderheid op de artikelen 23, 26, 27 en 67;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 46 van 10 juni 1982 betreffende de cumulaties van beroepsactiviteiten in sommige openbare diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 november 2000 houdende oprichting en samenstelling van de organen die gemeenschappelijk zijn aan iedere federale overheidsdienst, inzonderheid op de artikelen 4 en 5;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 juli 2001 houdende diverse bepalingen betreffende de inwerkingstelling van de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten, inzonderheid op artikel 9;

Considérant que, depuis le 1^{er} janvier 2003, il n'y a plus de conseil de direction, ni de collèges des chefs de services pour les services repris par le Service public fédéral Finances;

Considérant que l'article 9 de l'arrêté royal du 19 juillet 2001 précité dispose notamment que, pour l'application des dispositions statutaires dans les services publics fédéraux, le Comité de direction reprend les attributions du conseil de direction;

Considérant qu'il importe de ne pas paralyser le fonctionnement du Comité de direction; que ce risque est réel, en ce qui concerne le Service public fédéral Finances, étant donné le nombre des agents en fonction au sein dudit service public fédéral; qu'il convient dès lors de permettre une déconcentration des compétences du Comité de direction en matière d'application des dispositions statutaires;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 février 2003;

Vu l'avis du Comité de direction du Service public fédéral Finances;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 31 mars 2003;

Vu le protocole de négociation du 5 mai 2003 du Comité de secteur II-Finances;

Vu l'urgence motivée par le fait que pour éviter que le fonctionnement du Comité de direction du Service public fédéral Finances ne soit bientôt paralysé par une surcharge de dossiers, qui par leur nature peuvent être délégués, il convient de donner dans les meilleurs délais à ce comité la possibilité de déléguer une partie de ses compétences statutaires à des comités de personnel à créer;

Vu l'avis 35.630/2 du Conseil d'Etat, donné le 26 juin 2003, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le Comité de direction du Service public fédéral Finances peut créer des comités de personnel, dont il fixe la composition, pour les administrations et/ou services qu'il détermine.

Il peut déléguer à chaque Comité de personnel les attributions qui lui sont confiées en matière disciplinaire par l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, en matière de promotion par avancement de grade, de promotion par avancement barémique, de nomination par changement de grade, par l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat, en matière de cumul, par l'arrêté royal n° 46 du 10 juin 1982 relatif aux cumuls d'activités professionnelles dans certains services publics et en matière d'exercice de fonctions supérieures par l'arrêté royal du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur ce jour.

Art. 3. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Nice, le 12 août 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
D. REYNDEERS

Overwegende dat, sedert 1 januari 2003, er geen directieraad meer is, noch colleges van dienstchefs voor de diensten overgenomen door de Federale Overheidsdienst Financiën;

Overwegende dat artikel 9 van voormeld koninklijk besluit van 19 juli 2001 namelijk bepaalt dat, voor de toepassing van de statutaire bepalingen in de federale overheidsdiensten, het Directiecomité de opdrachten van de Directieraad overneemt;

Overwegende dat het van belang is de werking van het Directiecomité niet te verlammen; dat dit risico reëel is voor wat betreft de Federale Overheidsdienst Financiën gelet op het aantal personeelsleden in dienst bij deze federale overheidsdienst; dat het derhalve past een deconcentratie te voorzien van de bevoegdheden van het Directiecomité inzake de toepassing van de statutaire bepalingen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 11 februari 2003;

Gelet op het advies van het Directiecomité van de Federale Overheidsdienst Financiën;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Ambtenarenzaken van 31 maart 2003;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 5 mei 2003 van het Sectorcomité II-Financiën;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd door de omstandigheid dat om te vermijden dat de werking van het Directiecomité van de Federale Overheidsdienst Financiën weldra wordt verlamd door een overvloed aan dossiers, die omwille van hun aard kunnen worden gedelegeerd, dient aan dit comité ten spoedigste de mogelijkheid geboden om een deel van zijn statutaire bevoegdheden te delegeren aan op te richten personeelscomités;

Gelet op advies 35.630/2 van de Raad van State, gegeven op 26 juni 2003, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het Directiecomité van de Federale Overheidsdienst Financiën kan personeelscomités oprichten, waarvan het de samenstelling vaststelt, voor de administraties en/of diensten die het Directiecomité bepaalt.

Het Directiecomité kan aan elk personeelscomité de bevoegdheden delegeren die aan het directiecomité zijn toevertrouwd inzake tucht bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, inzake bevordering door verhoging in graad, bevordering door verhoging in weddenschaal, benoeming door verandering van graad, bij het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel, inzake cumulaties bij het koninklijk besluit nr. 46 van 10 juni 1982 betreffende de cumulaties van beroepsactiviteiten in sommige openbare diensten en inzake de uitoefening van hogere functies bij het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen.

Art. 2. Dit besluit wordt heden van kracht.

Art. 3. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Nice, 12 augustus 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
D. REYNDEERS